

2 Politique

Sénat / Audition du ministre du Budget et des Comptes publics

Cinq programmes, 172,3 milliards de francs

J.K.M

Libreville/Gabon

Cette dotation budgétaire devrait permettre d'améliorer, de manière significative, les actions de la mission interministérielle "Gestion des finances publiques".

APRÈS la présentation du projet de loi de finances 2017, le 13 décembre dernier, avec son collègue de l'Économie, le ministre du Budget et des Comptes publics, Mathias Otounga Os-sibadjou, était, à nouveau, hier, devant les membres de la Commission des Finances, du Budget et des Comptes économiques de la Nation du Sénat. Au centre de cette audition : l'examen du projet de budget 2017 de la mission interministérielle "Gestion des finances publiques" et des missions "Pensions", "Provisions", "Dépenses trans-



Photo : Gaston Ngoubilli

Le ministre du Budget et des Comptes publics, Mathias Otounga Os-sibadjou...

versales" et "Prestations familiales et sociales". Étant entendu que, selon lui, le premier volet comprend huit programmes dont cinq ("Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources", "Gestion de la commande publique", "Comptabilité et trésorerie de l'État", "Gestion du contentieux de l'État" et "Pilotage et soutien aux poli-

tiques de gestion des finances publiques") sont pilotés par le département ministériel dont il a la charge.

A ce titre, a-t-il souligné, de façon globale, 322,2 milliards de nos francs ont été alloués. Soit une augmentation de 1,3 % par rapport à l'exercice écoulé, due en partie à "l'accroissement des charges financières de la



Photo : Gaston Ngoubilli

... face à quelques membres de la Commission des Finances du Sénat.

dette et des dépenses de personnel, en dépit de la baisse constatée au titre des biens et services".

S'agissant du volet "Pensions", les prévisions budgétaires ont été estimées à 40 milliards contre 61,3 l'année précédente, soit une baisse de 34,8%. Alors que 26,3 milliards de francs ont été affectés à la mission "Provisions", contre 81,4

milliards au titre des "Dépenses transversales" et 24,6 milliards pour les missions "Prestations familiales et sociales".

Ces prévisions budgétaires vont permettre, entre autres, selon lui, de consacrer au moins 80% du budget d'investissement aux projets du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), avoir une fiche de poste

pour chaque agent du ministère, réduire le stock des pensions provisoires, équilibrer les comptes pensions, réduire à moins de 30 jours le délai de traitement des dossiers familiales et de maternité, exécuter les aides dans la limite des prévisions, réduire de 54 à 50% la charge de la masse salariale sur la recette fiscale, etc.

Au lendemain du séminaire des cadres du PDG de Port-Gentil /Trois questions au secrétaire provincial

Bernard Apérano: « Nous devons très vite nous ressaisir et nous remobiliser si nous voulons rééditer le triomphe des années 2011 et 2013 lors des législatives et des locales »

Propos recueillis par RAD

Port-Gentil/Gabon

La salle polyvalente de la foire municipale avait abrité récemment le séminaire de formation et de réflexion des cadres du PDG de l'Ogooué-Maritime. Ces assises dont l'objectif visait à réfléchir sur la régénération et la revitalisation du parti majoritaire au sortir de la dernière élection présidentielle du 27 août, avaient vu la participation de plusieurs délégués des trois départements de la province. Le secrétaire provincial du PDG, Bernard Apérano, tire les enseignements et jette un regard sur l'avenir du parti.

P'union. Quels sont les enseignements à tirer du séminaire de formation et de réflexion des cadres du Parti démocratique gabonais (PDG) de l'Ogooué-Maritime tenu dernièrement à Port-Gentil ?

Bernard Apérano : J'aimerais souligner que ce séminaire de réflexion qui s'imposait, s'est tenu au bon moment. Vous m'offrez là l'opportunité de remercier le secrétariat exécutif de notre parti qui, constatant qu'au sortir de l'élection présidentielle du 27 août 2016, remportée par le distingué camarade président Ali Bongo Ondimba, l'atmosphère et le climat n'étaient plus propices au bon fonctionnement de notre formation poli-

tique, a initié ce conclave, en vue de ramener la sérénité au sein de nos troupes.

Les enseignements que l'on tire de ce séminaire sont tels que, nombre de nos camarades n'ont pas joué franc-jeu lors de ce scrutin. Cette attitude contraire à la ligne directrice du parti a engendré des contre-performances dans des localités précédemment acquises au PDG. Cette forme de trahison a installé un climat de suspicion généralisé dans nos rangs. Il était donc opportun de s'arrêter un moment, de se parler et de redéfinir des stratégies garantissant la régénération et la revitalisation de notre mouvement des masses et d'élites. Cette approche a reçu un écho favorable auprès des militants de l'Ogooué-Maritime venus nombreux, le 10 décembre dernier, tirer profit de la restitution du séminaire de Libreville. Il s'est dégagé un réel besoin de redynamisation des structures de base du parti. Toutes choses formulées par les participants qui, dans leurs propositions, ont suggéré la convocation d'un congrès avant les prochaines élections législatives.

A l'ouverture de ces travaux, vous affirmez que le ver était toujours dans le fruit. Pensez-vous aujourd'hui qu'il a été extirpé ?

- En faisant état de la présence du ver dans le fruit, lors de mon adresse aux militants, je posais en lever de rideau, sans fioriture, ni complaisance, le diagnostic de notre mouvement, notamment dans la province

de l'Ogooué-Maritime. Ce ton de départ plantait le décor et portait la marque de la vérité car, les maux qui gangrènent le parti ont finalement été mis en évidence par les camarades. J'ai évoqué certains d'entre eux plus haut. Toutefois, qu'on se rappelle que la devise de notre parti est Dialogue, Tolérance, Paix. Au cours de ces assises, ces vertus ont pris le pas sur nos ego, le sens de responsabilité a prévalu, conforté en cela par la pertinence des thématiques retenues dont l'une portait sur les devoirs du militant. A cette ambiance militante, sont venus s'ajouter la grande sensibilisation et les conseils très avisés de nos hiérarques. Cette combinaison de facteurs a ramené la quiétude et renforcé la confiance des uns envers les autres, traduisant une réelle volonté vers plus de cohésion au travers des réinscriptions qui s'en sont suivies. C'est dire que le ver sort peu à peu du fruit. Il le sera définitivement lors d'un congrès.

En l'état actuel, pensez-vous que le PDG peut rééditer l'exploit de 13 députés sur 13 d'il y a quelques années ?

- Toute organisation humaine peut être amenée à traverser des zones de turbulence à un moment donné de son histoire. C'est ce que nous vivons aujourd'hui mais, tant que la volonté et la détermination d'en sortir sont affichées et partagées par toutes les instances de notre parti, tout est possible. D'autres rencontres suivront et seront déterminantes pour propulser la machine



Photo : RAD

Bernard Apérano : secrétaire provincial PDG de l'Ogooué-Maritime.

PDG. Nous avons la conviction que, d'ici les prochaines échéances électorales, le parti aura pansé ses maux et retrouvé plus de vigueur pour de nouvelles conquêtes. En cela, je fais mien les propos de notre secrétaire général, le camarade Faustin Boukoubi, qui affirmait récemment que le PDG ne mourra pas. Nous sommes optimistes et sereins, persuadés de ce que, nous devons très vite nous ressaisir et nous remobiliser si nous voulons rééditer le triomphe des années 2011 et 2013 lors des législatives et des locales. Nous avons par le passé connu des périodes similaires, sinon pire mais, grâce à l'engagement des ressources humaines, le PDG est resté debout, au service de la paix et du développement.

Appel au Dialogue national inclusif et sans tabou

Ben Moubamba insiste

F.A.

Libreville/Gabon

LE vice-Premier ministre Bruno Ben Moubamba, président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), par ailleurs président de l'Alliance nouvelle de l'opposition (ANO), a, une fois de plus, au cours d'un

point-presse, lundi dernier, réitéré à ses "amis" de l'opposition "radicale", son appel à quant à participer aux assises prônées par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Le message véhiculé par le président de l'ACR s'est voulu convainquant envers ses pairs en faisant valoir qu'«accepter ce dialogue ne signifie pas faire preuve d'échec, ni faire allégeance

au pouvoir, encore moins une victoire des uns sur les autres». Mais, poursuit Bruno Ben Moubamba, «c'est un acte de responsabilité qui permettrait au Gabon de signer un nouveau chemin politique en Afrique où, on ne résout les problèmes qu'au moyen de la guerre, par le sang et par le feu».

Le président de l'Alliance nouvelle de l'opposition a

dit voir, à travers cette rencontre à portée nationale, «l'occasion de changer probablement notre Constitution, la loi électorale, la dynamique économique qui nous a animé pendant près d'un demi-siècle». «Ce dialogue nous permettra d'affirmer la volonté de tous les acteurs, de favoriser une évolution positive, pacifique et noble de notre pays» a-t-il enfin estimé.



Photo : F.A.

Le président de l'Alliance nouvelle de l'opposition, Bruno Ben Moubamba, lors de cette sortie.